



À destination de :

Madame la présidente Ursula von der Leyen

Commission européenne

Rue de la Loi/Wetstraat 200

1049 Bruxelles

cc

Monsieur le Vice-président exécutif Frans Timmermans

Madame la Commissaire Kadri Simson

Monsieur le Commissaire Virginijus Sinkevičius

Bruxelles, le 8 février 2021

Objet : révision de la directive sur la sécurité des opérations pétrolières et gazières en mer

Bonjour,

En tant que membres du Parlement européen, nous vous écrivons pour vous faire part de nos plus vives inquiétudes concernant l'inaction de la Commission européenne en matière de forage en mer dans les eaux de l'Union européenne (UE). Malheureusement, malgré les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris et l'ambition de l'UE de devenir neutre sur le plan climatique d'ici 2050, et bien que le maintien de tous les fossiles dans le sol soit la seule voie vers cette neutralité, nous n'avons vu aucune proposition de la Commission visant à éliminer progressivement le soutien aux et le développement des combustibles fossiles. En tant que membres du Parlement européen, nous croyons fermement que l'UE et chaque État membre devraient adopter une nouvelle législation pour ouvrir la voie à une élimination complète de notre utilisation de l'énergie fossile, en commençant par l'interdiction de l'une des activités fossiles les plus désastreuses : le forage en mer.

L'exploration et l'exploitation du pétrole et du gaz offshore sont extrêmement coûteuses, mais surtout, elles constituent une menace à la fois pour la vie humaine et pour la biodiversité. Au-delà du risque évident de fuite, chaque phase du processus a des impacts environnementaux importants, par exemple à travers les tests sismiques, qui assourdissent certains animaux marins, ou la pollution presque inévitable par les hydrocarbures pendant l'extraction et la maintenance. Lorsqu'elles ne sont pas correctement démantelées, les plateformes pétrolières et gazières deviennent des déchets marins, les structures en béton et en métal contenant des tonnes d'eau contaminée étant laissées en mer. En

outre, le forage en mer représente une réelle menace pour la vie et les moyens de subsistance des communautés côtières, perturbant leurs activités de pêche et de tourisme et créant un danger constant de fuite.

En tant que membres du Parlement européen, nous demandons instamment à la Commission européenne de faire le premier pas vers la restriction de cette pratique destructrice en ouvrant la révision de la directive sur la sécurité en mer. Nous regrettons que le rapport d'évaluation récemment publié ne propose pas clairement une telle révision, et nous sommes convaincus que la version actuelle de la directive sur la sécurité en mer ne répond pas efficacement aux dangers posés par les forages pétroliers et gaziers en mer aux populations et aux mers de l'UE.

La révision de la directive permettrait d'harmoniser les dispositions en matière de responsabilité, car l'analyse du Parlement européen¹ a montré que dans de nombreux États membres, aucune responsabilité pour les accidents en mer n'était assurée. Les États membres devraient être encouragés à établir des mécanismes de responsabilité civile et pénale pour tous les dommages. À cette fin, nous appelons à reconnaître les dommages environnementaux purs et à renverser définitivement la charge de la preuve.

Elle permettrait également de couvrir le processus de démantèlement actuellement non réglementé. Nous voyons déjà les conséquences de cette absence de réglementation en mer du Nord, où le gouvernement britannique a approuvé le plan catastrophique de Shell consistant à laisser en mer des parties de ses plates-formes contenant de l'eau contaminée. La France ayant interdit le forage en mer en 2017, le Danemark ayant récemment annoncé la fin de l'exploration de ses mers et l'Espagne étant en bonne voie pour interdire le forage en mer dans sa nouvelle loi sur le climat, il est probable que de plus en plus de pays lui emboîteront le pas dans les années à venir. Il est donc essentiel que l'UE réglemente le démantèlement et garantisse une sécurité et une protection maximales pour nos mers et nos océans.

L'UE doit agir immédiatement pour commencer à éliminer progressivement les combustibles fossiles, et l'interdiction des forages en mer est l'une des mesures les plus simples à prendre. En tant que membres du Parlement européen, nous invitons la Commission européenne à ouvrir la révision de la directive sur la sécurité en mer et à utiliser tous les autres outils à sa disposition pour atteindre cet objectif.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués,

Marie TOUSSAINT, Verts/ALE

Alviina ALAMETSA, Verts/ALE

François ALFONSI, Verts/ALE

Manon AUBRY, GUE/NGL

Margrete AUKEN, Verts/ALE

Pernando BARRENA, GUE/NGL

¹ Résolution du Parlement européen du 1er décembre 2016 sur la responsabilité, l'indemnisation et la sécurité financière pour les opérations pétrolières et gazières en mer (2015/2352(INI))

Benoît BITEAU, Verts/ALE
Michael BLOSS, Verts/ALE
Manuel BOMPARD, GUE/NGL
Martin BUSCHMANN, NI
Reinhard BÜTIKOFER, Verts/ALE
Damien CARÊME, Verts/ALE
Anna CAVAZZINI, Verts/ALE
Catherine CHABAUD, Renew
Leila CHAIBI, GUE/NGL
David CORMAND, Verts/ALE
Rosa D'AMATO, Verts/ALE
Gwendoline DELBOS-CORFIELD, Verts/ALE
Karima DELLI, Verts/ALE
Pascal DURAND, Renew
Bas EICKHOUT, Verts/ALE
Cornelia ERNST, GUE/NGL
Eleonora EVI, Verts/ALE
Tanja FAJON, S&D
Daniel FREUND, Verts/ALE
Niels FUGLSANG, S&D
Sven GIEGOLD, Verts/ALE
Raphaël GLUCKSMANN, S&D
Claude GRUFFAT, Verts/ALE
Francisco GUERREIRO, Verts/ALE
José GUSMAO, GUE/NGL
Henrike HAHN, Les Verts/ALE
Yannick JADOT, Les Verts/ALE
Pierre KARLESKIND, Renew
Petros KOKKALIS, GUE/NGL
Aurore LALUCQ, S&D
Philippe LAMBERTS, Verts/ALE

Katrin LANGENSIEPEN, Verts/ALE

Pierre LARROUTUROU, S&D

Marisa MATIAS , GUE/NGL

Sara MATTHIEU, Verts/ALE

Tilly METZ, Verts/ALE

Niklas NIENASS, Verts/ALE

Ville NIINISTO, Verts/ALE

Ciaran O'CUFFE, Verts/ALE

Grace O'SULLIVAN, Verts/ALE

Jutta PAULUS, Verts/ALE

Piernicola PEDICINI, Verts/ALE

Kira PETER-HANSEN, Verts/ALE

Manuela RIPA, Verts/ALE

Michèle RIVASI, Verts/ALE

Caroline ROOSE, Verts/ALE

Mounir SATOURI, Verts/ALE

Helmut SCHOLZ, GUE/NGL

Ivan SINCIC, NI

Ernest URTASUN, Verts/ALE

Idoia VILLANUEVA RUIZ, GUE/NGL

Nikolaj VILLUMSEN, GUE/NGL

Thomas WAITZ, Verts/ALE

Mick WALLACE, GUE/NGL

Sarah WIENER, Verts/ALE

Michal WIEZIK, PPE

Salima YENBOU, Verts/ALE